

Europe : déclaration du réseau des syndicats alternatifs et de base

Dans tous les pays, le gouvernement et le patronat réalisent une série de réformes qui vont dans le même sens et répondent aux exigences du capitalisme, du Fonds Monétaire International, de la Banque Centrale Européenne, de la Banque Mondiale... Tous ces ajustements, réformes et plans d'austérité ne prétendent rien d'autre que précariser toujours davantage les travailleurs et les travailleuses, et anéantir les droits fondamentaux conquis après bien des années de luttes.

Le syndicalisme institutionnel laisse de côté jour après jour la classe travailleuse. Notre modèle de syndicalisme est une alternative réelle qui lutte pour obtenir un autre modèle de société. **Nous devons renforcer notre travail en réseau et nous coordonner pour réaliser des luttes communes.** Notre déclaration de principes nous différencie nettement des autres réseaux européens et mondiaux (CES, FSM...) déjà existants :

- un syndicalisme de lutte et de transformation sociale,
- un syndicalisme autonome, indépendant et d'assemblée,
- un syndicalisme alternatif aux pratiques et stratégies du syndicalisme majoritaire européen,
- un syndicalisme ouvert à l'action commune et unitaire avec toutes les organisations qui partagent nos objectifs.

Cette coordination a décidé en commun de :

- soutenir toutes les mobilisations et grèves programmées prochainement dans les différents pays de l'Union Européenne,
- réaliser un manifeste commun pour le 1^{er} Mai,
- soutenir les mobilisations programmées pour la semaine du 11 au 18 mai,
- participer aux journées sur l'immigration qui auront lieu en juillet en Italie,
- organiser des journées de lutte européennes, travailler à créer les conditions d'une grève générale européenne



Europe : Joint Social Conférence

La JSC regroupe des forces du mouvement syndical et des réseaux associatifs européens. Si ce cadre est encore limité, il s'est notablement élargi depuis sa création il y a trois ans, notamment sur le plan syndical. Y participent Solidaires, la FSU, la CGT, Attac, la Fondation Copernic, la CSC et la FGTB (Belgique), la CGIL (Italie), ELA (Pays basque), la CGTP (Portugal), des structures de la CES (EPSU, ETF, ETUI). La JSC vise à être un cadre de débat permettant à la fois l'élaboration de propositions alternatives et la discussion sur les questions de stratégie d'action. Lors de sa conférence sociale, les 29 et 30 mars à Bruxelles, une trentaine d'organisations syndicales ont adopté une **déclaration commune** « Résister à la dictature des marchés financiers, reconquérir la démocratie et les droits sociaux ». www.jointsocialconference.eu

Espagne : grève générale de 24 heures, le 29 mars

La grève générale du 29 mars est succès. Patronat et gouvernement n'ont pas lésiné sur les menaces, le chantage au licenciement ; malgré cela, la grève a été plus forte que la précédente (29 septembre 2010), tant pour ce qui est de la participation, que des piquets de grève, ou encore des manifestations dans tous le pays. Des millions de personnes ont contribué à la réussite de cette journée de grève nationale. Cette réussite doit peser sur les syndicats CCOO et UGT : comment, ensuite, aller négocier une « amélioration » de la contre-réforme gouvernementale, alors qu'il n'est pas possible d'améliorer de telles dispositions ! **Pour le syndicalisme de lutte, au-delà du 29 mars, l'enjeu est maintenant de poursuivre le travail de mobilisation pour gagner le retrait de la contre-réforme et aussi des lois antisociales qui favorisent le chômage, la précarité, les accidents du travail, la remise en cause des droits des travailleurs/ses.**

Divers processus unitaires initiés pour la préparation du 29 mars se poursuivent : coordination des syndicats de classe, plates-formes pour défendre les services publics, liens avec les mouvements sociaux, écologiste, de jeunesse, les « indigné-es »...

www.cgt.org.es www.intersindical.es www.labsindikatu.org

Brésil : 15 000 travailleurs/ses de la Construction en grève



Les 15 000 travailleurs/ses de la Construction du complexe pétrochimique de l'Etat de Rio de Janeiro réclament une augmentation de 18% : le patronat est resté bloqué sur 10%, et la grève illimitée a démarré. Le mouvement est soutenu par CONLUTAS, tandis que le syndicat de la CUT a accepté les propositions patronales. Deux fortes grève ont eu lieu en novembre et février, durant lesquelles la direction a licencié des dizaines de salarié-es. Leur réintégration, dont le principe a été gagné en justice, fait partie des revendications du mouvement actuel.

www.csconlutatas.org.br

Algérie : pendant les élections, la répression continue

Soucieux de donner le change dans les rapports internationaux, le gouvernement algérien multiplie actuellement les lois présentées comme « réformant » le droit relatif aux organisations politiques, aux élections, aux associations ... Il s'agit de faire croire à un processus démocratique dans le cadre des élections législatives prévues en mai. Dans les faits, ce n'est que poudre aux yeux ; l'objectif premier est d'organiser le maintien du pouvoir aux mains des quelques privilégié-es qui l'ont confisqué, soutenu-es par la redoutable police politique (DRS). La réalité, nos camarades syndicalistes y sont toujours confronté-es : comme le firent Moubarak, Ben Ali et consorts, le Pouvoir algérien répond aux luttes pour la liberté par une répression étatique toujours plus forte !

Ainsi, le 22 février, **une manifestation organisée par des associations de chômeurs/ses a été attaquée par la police** qui a procédé à de scandaleuses arrestations arbitraires. Deux responsables de ces comités de chômeurs/ses, venu-es rencontrer le ministre du travail, ont été aussi arrêté-es ! Autre exemple, avec **l'arrestation le 26 février de 40 enseignant-es contractuel-es syndicalistes** affilié-es au SNAPAP lors d'un sit-in devant la présidence.

www.cisa-solidaritesyndicats-algerie.org www.maisondessyndicats-dz.com

Transports : non à la privatisation, oui à la socialisation !

La privatisation des transports - après celle de l'énergie, des Postes, des télécommunications... - constitue un objectif pour l'Union Européenne, la Banque Centrale Européenne et le FMI, dans leur vaste programme d'austérité. Ce n'est pas à nous de payer, ne les laissons pas faire ! Nous voulons des transports publics assurés par des entreprises publiques au service du public. C'est possible, à condition de faire d'autres choix en matière de transports que ceux de la rentabilité et des profits.



Le 28 mars, plusieurs centaines de syndicalistes des transports se sont rassemblé-es à Bruxelles, à proximité du Parlement Européen. **La diversité des organisations ayant préparé cette action est porteuse d'espoirs pour l'avenir. Les forces unies pour la manifestation du 28 mars montrent que dépasser le sectarisme est possible.** C'est un enjeu dans les transports et au plan interprofessionnel.

Le 28 mars est une étape important dans un processus unitaire qui rassemble des organisations membres de la Confédération Européenne des Syndicats (RMT de Grande-Bretagne, des syndicats de la CGSP de Belgique), d'autres adhérentes à la Fédération Syndicale Mondiale (FECTRANS/CGTP du Portugal, LAB du Pays basque, USB d'Italie, ...), certaines du réseau des syndicats alternatifs et de base (CGT d'Espagne, Solidaires), mais encore par exemple ORSA d'Italie... L'appel unitaire « **non à la privatisation, oui à la socialisation !** » est un outil utile pour développer le travail international concret.



Mauritanie : les diplômés-chômeurs manifestent à la Présidence

Venus crier leur désarroi et leur mécontentement aux plus hautes autorités du pays, **un groupe de diplômés chômeurs a investi les locaux de la présidence et y sont restés quelques heures scandant des slogans demandant leur recrutement.** Ils réclamaient aux autorités concernées par le dossier des diplômés-chômeurs, des réponses précises au sujet de l'emploi des jeunes ; le chômage touche près d'un tiers de la population active selon des chiffres officiels. Malgré une forte présence policière, les jeunes étaient décidés à exprimer leurs doléances aux plus hautes autorités de ce pays. Ils ont bravé la menace que constituaient les agents des forces de sécurité armées jusqu'aux dents, et observé un rassemblement pendant plusieurs heures dans les jardins de la présidence. Depuis quelques mois, plusieurs groupes de manifestants campent tous les jours devant les grilles de la présidence pour exprimer leurs revendications mais c'est la première fois que des manifestants font irruption à l'intérieur du palais.

www.cgfm.org



Occupy la Banque Centrale Européenne, mi-mai à Francfort !

Un appel international a été rédigé lors d'une réunion qui s'est tenue fin février, à laquelle Solidaires participait. Nous en re prenons des extraits ci-dessous. En France, un collectif unitaire se met en place, pour relayer l'action et organiser le transport ; dans ce cadre, nous privilégierons la participation à la manifestation du samedi 19 mai.

europäische Aktionstage 16.-19. Mai #besetzen #blockieren #demonstrieren
BLOCKUPY FRANKFURT
european days of action 16th-19th May #occupy #block #demonstrate

Dans l'Union Européenne, nous connaissons les conséquences extrêmes des politiques en faveur desquelles font pression les gouvernements allemand et français, politiques promulguées par les institutions qui représentent le capitalisme mondial : la BCE, le FMI et l'UE, ainsi que les gouvernements technocratiques qu'ils imposent. Des millions d'entre nous ont été appauvris et conduits à la misère par les programmes d'austérité et de rajustements structurels, par le déni des droits du travail ainsi que les coupes et les privatisations dans les secteurs publics, tels que l'éducation, la santé et les aides sociales. Nous constatons un pillage dans les ressources humaines et naturelles commis par des institutions supposément démocratiques ! Ces processus sont juste la manifestation la plus évidente de la précarisation des conditions de travail et de vie endurées dans toute l'Europe et au-delà. Nos soulèvements sociaux, traversant les frontières intra-européennes, sont l'expression d'une indignation et agissent hors de toute représentation politique. Puisqu'elle est en échec, finissons-en avec la démocratie représentative et créons nos propres pratiques démocratiques dans une lutte quotidienne contre l'exploitation. Nous percevons les migrations mondiales comme un autre signe clair du refus de ce système mondial d'exploitation, de ses régimes frontaliers et de ses guerres violentes. Ce système est en train de dévaster notre planète et nos ressources élémentaires. La situation est urgente : nous faisons face à un désastre climatique provoqué par l'homme !

[...] **Le 17 mai, nous occuperons les parcs et les places** principales du centre-ville avec nos tentes afin de créer des espaces de discussion et d'échange. **Le 18 mai, en partance de différents points, nous avancerons vers le quartier de la finance : notre but est un blocus total de la BCE** et de toutes les autres importantes institutions financières de Francfort afin de faire cesser leurs affaires en cours. **Le 19 mai, nous démontrerons l'ampleur de notre mouvement lors d'une manifestation de masse** et ferons ainsi savoir que nous ne laisserons pas les institutions financières détruire nos sociétés.

www.european-resistance.org

Iran : solidarité internationale avec celles et ceux qui résistent !

Le 16 mars, CFDT, CGT, FSU, Solidaires et UNSA organisaient un meeting de soutien aux travailleurs/ses d'Iran. **Droit de grève, de manifester, de créer un syndicat, sont interdits par le régime iranien. Mais des milliers de salarié-es résistent, et sont durement réprimés-es.** Face à cette situation, la solidarité internationale n'est pas suffisante, mais elle est indispensable ! L'Union syndicale Solidaires y participe, et est disponible pour de nouvelles initiatives unitaires.

www.iran-echo.com/index.html www.iranenlutte.wordpress.com



Colombie : syndicalistes pour la paix et une solution politique

La paz es un derecho



Les syndicalistes colombiens de SINALTRAINAL (industrie agro-alimentaire) et USO (pétrole) était en Europe au cours du mois de mars (Suisse, Allemagne Belgique...). **Ils ont initié des campagnes internationales contre les multinationales comme COCA-COLA, NESTLE, BP, EXXON, TOTAL pour complicité d'assassinat de syndicalistes et de travailleurs/ses dans ces entreprises, en Colombie.** Une délégation Solidaires était présente à Wuppertal en Allemagne à l'invitation de l'organisation allemande BASO pour une conférence internationale en soutien à ces syndicalistes et à leurs actions. Les multinationales sont au cœur du conflit colombien ; celui-ci a des raisons politiques, sociales, économiques. C'est à cela qu'il faut s'attaquer pour espérer la paix.

www.sinaltrainal.org/index.php www.usofrenteobrero.org www.baso.info

Bénin : grève suspendue dans l'Éducation

Unitairement, les confédérations CSTB, CSA Bénin, CGTB, COSI Bénin, CSPIB ont rappelé la responsabilité du gouvernement dans la grève qui a touché l'Éducation durant deux mois : le mouvement a démarré parce que l'État a refusé de tenir les engagements pris en août 2011, notamment sur les augmentations salariales. Pire, le gouvernement a multiplié les menaces envers les grévistes ! Le 27 mars, les fédérations syndicales de l'Éducation ont décidé de suspendre le mouvement, en fixant un **ultimatum au gouvernement : d'ici le 25 avril, celui-ci doit ouvrir des négociations sur les revendications portées par les grévistes, et toutes les menaces et sanctions doivent être abandonnées...**

Pérou : solidarité avec la population de Cajamarca



La multinationale Yanacocha qui exploite à ciel ouvert depuis 18 ans la plus grande mine d'or du continent latino-américain dans la région de Cajamarca (Andes, nord du Pérou) au prix d'exactions contre les communautés paysannes, de pollution, de contamination et de violation des droits de l'homme, prétend désormais étendre ses activités en exploitant la mine Conga dans la région de Celendín. Pour ce faire le projet Conga prévoit d'assécher 4 lacs (deux pour extraire l'or et deux pour servir de dépôt des déchets) et d'intervenir dans une zone à écosystème fragile, ce qui provoquera des dommages irréversibles pour l'environnement, la santé et la vie des habitants.

Yanacocha a donné à Cajamarca son titre de capitale de l'or d'Amérique latine alors que la région demeure l'une des plus pauvres du Pérou et ce nouveau projet a provoqué la révolte des communautés paysannes mais également de la population de la région et de tout le pays. Il a donné lieu à une mobilisation d'une ampleur sans précédent pour la défense de l'eau : grève générale illimitée de 11 jours dans toute la région et marche nationale pour l'eau du 1er au 10 février, depuis Celendín jusqu'à Lima.

→ Au nom du droit à l'eau, reconnu comme partie intégrante des droits de l'homme par résolution de l'Assemblée générale de l'ONU le 28 juillet 2010,

→ Au nom du droit des populations indigènes à déterminer et élaborer leurs stratégies de développement, à être consultées et à donner leur approbation à tout projet affectant leurs terres et autres ressources notamment hydriques, reconnus internationalement par la Déclaration des Nations Unies sur les Droits des peuples indigènes de 2007 et par la Convention 169 de l'OIT (article 15) de 1994 ratifiée, par le Pérou,

Nous manifestons notre solidarité avec les communautés paysannes et la population de Cajamarca en lutte contre le projet Conga et nous demandons au gouvernement péruvien l'annulation du projet ainsi que l'arrêt immédiat des sanctions et représailles contre les dirigeants populaires du mouvement de protestation massive qu'il a provoqué.

www.franceameriquelatine.org www.solidaritecajamarca.blogspot.fr/2012/03/solidarite-avec-la-population-de.html

Une grève se prépare pour le 11 avril ; le gouvernement y répond par une militarisation de la région !

Tunisie : répression contre les mouvements sociaux

Le 7 avril, une manifestation de jeunes diplômé-es au chômage a été violemment dispersée par la police. Le 9 avril, les manifestant-es qui commémoraient la répression sanglante par les forces françaises d'une manifestation à Tunis le 9 avril 1938, ont subi le même traitement. Après les attaques contre les locaux de l'UGTT il y a quelques semaines, ces événements montrent comme **certaines forces sociales et politiques veulent anéantir les espoirs créés en 2011.** www.ugtt.org.tn